

Histoire & Mémoire



Éditorial

Chacun sait que nos concitoyens sont de plus en plus friands d'histoire et le succès de l'édition 2003 des Patrimoniales l'atteste. Cette journée salue une fois de plus le travail de communication mené depuis quelques années par les Archives départementales du Pas-de-Calais et leur souci d'ouverture à un public plus large.

Une exposition exploitant les richesses documentaires du fonds d'archives du tribunal de commerce de Saint-Omer, portant sur les industries de boisson audomaroises aux XIX^e et XX^e siècles avait été préparée pour cette occasion. Ce riche fonds documentaire vous est présenté plus en détail dans cette livraison.

Le numéro 33 d'Histoire et Mémoire amorçait l'enrichissement de nos collections dans le domaine des cartes postales. Nous en donnons ici un second éclaircissement avec un album remarquable acquis récemment lors d'une vente publique, album composé de 178 cartes postales consacrées à la Grande Guerre.

Ce numéro est aussi l'occasion de saluer le départ de Patrice MARCILLLOUX en Avril dernier. Ses connaissances scientifiques très vastes dans le domaine des Archives ont été très appréciées. Il a su les faire partager et ainsi mettre en valeur les richesses du Patrimoine archivistique du Pas-de-Calais. Parmi les multiples références à son actif, il convient notamment de souligner sa contribution au colloque, séminaire, publication et manifestation concernant « la grande reconstruction » : le catalogue de l'exposition et les actes du colloque qui resteront des ouvrages de références dont nous pouvons être fiers.

Roland HUGUET
Président du Conseil général



Conseil général
Pas-de-Calais

La carte postale en guerre

Le 3 mars 2003, les Archives départementales ont acquis en vente publique, pour la somme de 280 €, un album comprenant 178 cartes postales consacrées à la Grande Guerre, désormais coté 4 Fi 3792.

Outre les habituelles prises de vue photographiques dont on sait qu'elles furent généralement posées, voire mises en scène, cet album est remarquable à deux titres : les techniques employées et les thèmes abordés.

Toute la gamme des cartes postales est, en effet, déclinée dans ce recueil. Si la phototypie est très représentée, colorisée ou non, la photographie présente, les cartes brodées ou les cartes à système font également partie du corpus. Les cartes brodées par exemple connaissent une vague d'engouement pendant la guerre. Imagerie populaire où la brodeuse a une faculté d'interprétation d'un motif prédéterminé, elles sont nettement plus chères mais très appréciées pour les occasions de souhait. Les soldats anglais en sont très friands. Les registres traditionnels de la carte postale sont également explorés : cartes de dessinateurs célèbres comme Adolphe Willette, collaborateur de *L'Illustration*, cartes réclame pour les emprunts de la défense nationale, carte pétition, cartes satyriques, cartes de vœux (Noël, nouvelle année, fêtes etc.), cartes porte-bonheur – trèfle à quatre feuilles ou médaille – et cartes d'amoureux.

Ce qui frappe quand on feuillète cet album, c'est la manière dont la variété des techniques, des types de représentations et des occasions est mise au service de la culture de guerre. Les cartes d'amoureux par exemple représentent un genre très répandu décliné dans l'air du temps : soldat et sa fiancée, soldat et sa marraine de guerre. Une variante fait son apparition, reprenant trait pour trait la composition de la carte d'amoureux et mettant en scène le soldat et ses enfants. Le trèfle à quatre feuilles de la carte porte-bonheur affirme sa foi en la victoire en narrant sur le mode de bande dessinée les exploits du soldat français. Volontiers satyrique ou allégorique, la carte dessinée propose sa version de la guerre : l'idée de croisade et de guerre du droit s'y rencontre fréquemment. D'ailleurs, la question des atrocités commises par l'ennemi en violation du droit des gens en zone occupée – Nord de la France et Belgique –, trouve spontanément et immédiatement une diffusion nationale et internationale à travers ce média.

La Grande Guerre fut effectivement un âge d'or de la carte postale. Les soldats et leur famille échangent une correspondance nourrie qui passe pour une grande part par des messages courts sur carte postale : on préfère s'échanger des nouvelles tous les jours ou presque, même brièvement. On écrit, même phonétiquement ; on fait écrire. L'image des soldats attendant impatiemment le vaguemestre et couchant, dans

n'importe quelle position, quelques mots sur le papier, recouvre aussi une réalité industrielle dont cet album témoigne remarquablement.

Bénédicte Grailles

Bibliographie

Marie-Monique Huss, *Histoire de famille. Carte postale et culture de guerre*, Paris, Historial de la Grande Guerre et Noësis, 2000, 237 p.
Aline Ripert et Claude Frère, *La carte postale. Son histoire. Sa fonction sociale*, Paris, CNRS éditions, 2001, 195 p.
Pascale Bréemersch, *La petite reine des postes*, Arras, archives départementales du Pas-de-Calais, 1992, 134 p.



Carte à système, éditeur non précisé, s. l. n. d.



Carte dénonçant les crimes allemands en Belgique, Russie, Arménie, Serbie et dans le Nord de la France, édition Laureys, Paris, [1917].



La voiture postale, édition J. Paul Mercier, impr. Neurdein et Cie, Paris, [1916].



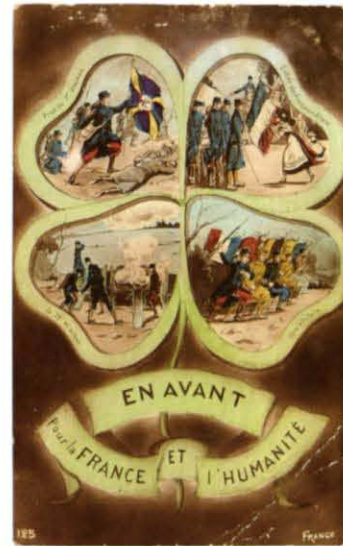
Carte brodée, édition J. S., Paris, [1915].



Deux planches de l'album : phototypies colorisées, carte brodée, scène de genre, cartes de vœux et carte d'amoureux.



Carte d'amoureux, variante avec des enfants, édition la Favorite, s. l. n. d.



Carte porte-bonheur, éditeur non précisé, [1915].

Le tribunal de commerce de Saint-Omer

A travers l'exposition, lors des Patrimoniales 2003, on a pu se rendre compte de l'intérêt du public pour les archives du département du Pas-de-Calais et les activités industrielles qui s'y déroulent. Le fonds du tribunal de commerce de Saint-Omer, désormais classé sous la cote 6U4, permet de suivre l'évolution des sociétés au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Ce fonds présente un bel aperçu de tous les types de documents que l'on peut rencontrer dans ce domaine. Il est l'un des plus complets de par la large période (1792-1958) qu'il couvre et le peu de lacunes. Il nous est ainsi permis de restituer l'activité du tribunal, en révélant par la même occasion l'organisation administrative de cette institution.

Historique

C'est depuis le XVI^e siècle que le pouvoir royal a pris en considération les requêtes des commerçants du royaume qui réclamaient une simplification de leur justice.

En 1563, sous le règne de Charles IX, on assiste à la naissance d'une juridiction spéciale, dite consulaire, permettant de trancher les litiges entre les commerçants de façon rapide : elle se caractérise par une gratuité des fonctions et une plus grande simplicité. A partir de 1565, les grandes villes françaises se dotent donc d'un tribunal de commerce.

Cependant c'est le début du XIX^e siècle qui voit naître ceux que l'on connaît aujourd'hui (décret du 6 octobre 1809). Cette institution organise le règlement des contentieux en matière de commerce, entre les associés ou entre les commerçants, gère les procédures de faillites et liquidations judiciaires et, jusqu'en 1905, prononce les jugements des conseils de prud'hommes.

Ses fonctions administratives, assurées par le greffe, règlent juridiquement la vie des entreprises par le dépôt d'actes de société, la publication du régime matrimonial des commerçants, le dépôt des marques de fabrique ainsi que des dessins et modèles. D'autres compétences, comme la tenue des registres du commerce et des métiers, font de ce tribunal un organe administratif complet.

Plan de classement et typologie des documents

Le classement comporte sept grandes parties qui présentent un panorama des attributions du tribunal : le fonctionnement de la juridiction, les jugements, les attributions administratives, le « registre du commerce », le « registre des métiers », les faillites et liquidations judiciaires et les marques de fabrique.

Le fonds est composé de dépôts d'actes de sociétés (où sont présentés l'identité du commerçant, le nom et la raison sociale de l'entreprise), des jugements du tribunal, du « registre du commerce » (qui permet de suivre la vie d'une société), des dossiers de faillites et de liquidations judiciaires (composés notamment d'inventaires des biens, liste des créanciers et rapports d'experts) et des marques de fabrique (étiquettes déposées au tribunal et destinées à être apposées sur les produits).

Ces documents présentent, pour la plupart, une bonne conservation hormis les premiers registres du commerce. Notons toutefois qu'une partie du fonds est soumise à la loi de 1979 sur les archives et donc au délai d'incommunicabilité de 100 ans.

Intérêt historique

Plusieurs pistes de recherches sont exploitables par la diversité des documents que possède le tribunal de commerce de Saint-Omer. Des recherches en histoire économique, technique et même sociale sont envisageables. Ainsi, une étude statistique des activités commerciales ou industrielles de la région (industries alimentaires, textiles et petits commerces tels que les épiceries et les débits de boissons) illustrerait le processus d'industrialisation du nord de la France. A cette époque les évolutions des techniques de production sont importantes, une comparaison avec le reste de la France est possible par l'étude des inventaires. Une étude des structures commerciales semble une piste exploitable. Si la plupart des sociétés sont à caractère familial au XIX^e siècle, elles tendent à devenir des coopératives après la Grande Guerre. Dans quelles conditions ces transformations se sont-elles déroulées ? Les entreprises familiales ont-elles pu résister ? Certaines existent-elles encore aujourd'hui ?

Les marques de fabrique constituent un attrait supplémentaire de ce fonds. Ces étiquettes, contenues dans les registres de dépôts de marques décorent les produits et en permettent la publicité. Une étude approfondie permettrait d'éclairer les évolutions de ces illustrations en fonction du contexte historique, de la mode et des progrès techniques.

Les Archives départementales possèdent les versements des autres tribunaux de commerce du Pas-de-Calais (Arras, Boulogne-sur-Mer et Calais). Le classement du fonds de Saint-Omer permet désormais d'envisager ces futurs inventaires.

Sandrine Flahaut



Marque de fabrique « A la sardinière » n° 135 déposée par Adolphe Stoclin, fabricant de chicorée à Saint-Martin-au-Laërt, 3 juin 1916 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/392)



Dossier de liquidation judiciaire, 1930 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/373)



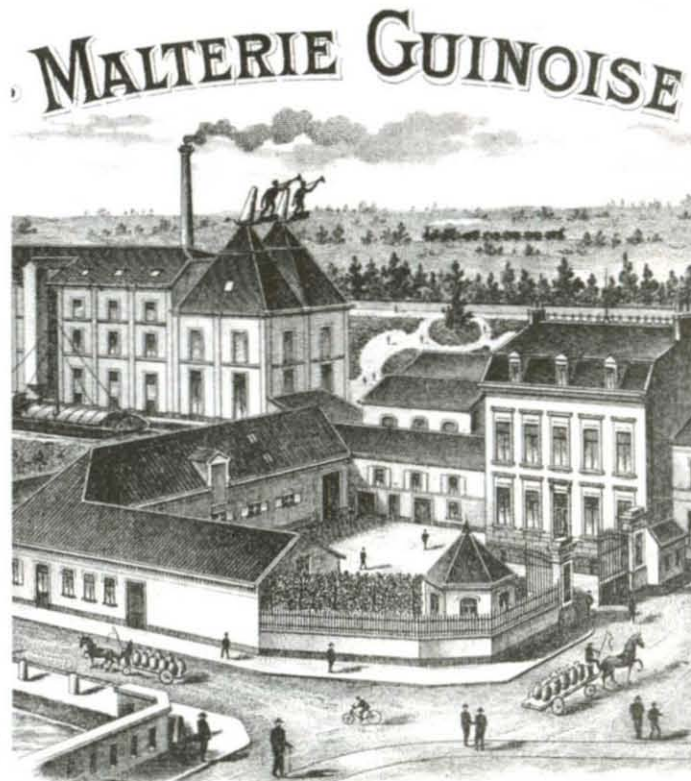
Dossier de liquidation judiciaire, 1930 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/373)



Dossier de liquidation judiciaire, 1907 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/366)



Dossier de liquidation judiciaire, 1924 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/368)



Dossier de liquidation judiciaire, 1906 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, 6 U 4/366)

Les Patrimoniales édition 2003



Le 14 juin dernier, au centre Mahaut-d'Artois des Archives départementales, près de 500 visiteurs ont eu non seulement du papier imprimé à feuilletter avidement, mais encore des ateliers patrimoniaux, une exposition, un récital musical et des visites guidées à se mettre sous la dent dans le cadre de la manifestation annuelle baptisée Les Patrimoniales.

Cette journée, qui a pour but de promouvoir l'histoire et le patrimoine locaux, d'aider le public à s'enraciner dans sa culture régionale, de lui donner le goût de l'histoire et de la recherche personnelle, voire de susciter des vocations d'historiens, a connu un vif succès auprès d'un public très varié.

Au gré des stands, les visiteurs ont rencontré les auteurs et éditeurs qui avaient répondu présents à cette manifestation, puis observé et pratiqué les techniques utilisées dans la

fabrication du papier marbré, la restauration et le moulage des sceaux, la gravure et la typographie. Ils ont ensuite exploré les coulisses des archives par le biais de visites guidées avec une présentation des missions des Archives, l'explication du fonctionnement de la salle de lecture et des modalités de consultation des documents, suivies de la visite des salles de stockage et la découverte privilégiée de quelques documents particulièrement précieux ou significatifs conservés aux Archives du Pas-de-Calais. L'exposition exploitait les richesses du fonds du tribunal de commerce de Saint-Omer a elle aussi connu une animation permanente. Enfin, si ce rendez-vous culturel a été qualifié de fête par certains, c'est que l'on a voulu assortir les nourritures intellectuelles de nourritures musicales. Le public mélomane a ainsi eu la chance d'entendre des airs, ariettes, romances et dialogues chantés, extraits des œuvres de Pierre-Alexandre Monsigny, l'un des fondateurs du genre de l'opéra-comique, natif de Fauquembergues.

Les Patrimoniales ont réussi à atteindre un public habituel qui connaît déjà les Archives mais surtout un public marginal qui n'imaginait pas ce qu'elles pouvaient leur apporter. Les retombées de cette journée ne se sont pas fait attendre puisque plusieurs personnes n'ont pas dissimulé leur désir de venir en salle de lecture effectuer des recherches dans les semaines à venir, et que les ventes de publications des divers partenaires ont été florissantes.

Nul doute qu'à travers ce type de manifestations le public finira par reconnaître aux Archives toute la place qui leur revient.



Bonne chance à Patrice Marcilloux

Patrice Marcilloux, archiviste-paléographe, a quitté les Archives départementales du Pas-de-Calais après sept années de bons et loyaux services en qualité de directeur. Natif de Corrèze, il avait rejoint le département du Pas-de-Calais après une première affectation à la direction des Archives de l'Aisne. Il se rapproche aujourd'hui de sa région d'origine en prenant le poste de directeur des Archives départementales du Loiret. Au cours de ces années, vous avez observé la continuation et le développement de programmes ambitieux menés par les Archives départementales, tant du point de vue de l'accueil du public que de celui de la valorisation du patrimoine : une salle de lecture réaménagée, agrandie et modernisée, pouvant accueillir 40 personnes, a ainsi été inaugurée en 1998 au sein du centre Georges-Besnier, et une série de manifestations - exposition, concerts, colloque - a été organisée autour

de la reconstruction après la Grande Guerre, complétée par trois publications. Dernièrement, Patrice Marcilloux avait de même assumé la direction de l'ouvrage *Histoire d'un site. La réhabilitation de l'ancien refuge de l'abbaye d'Etrun par le Conseil général*, en réunissant autour de ce projet des acteurs de la vie patrimoniale du département comme des services du Conseil général. Notons aussi l'évolution de la manifestation *Les Patrimoniales*, une journée portes ouvertes destinée au grand public avec vente d'ouvrages, visites guidées des Archives, exposition, ateliers

patrimoniaux et animation musicale. Passionné de terroir, aimant son métier pour les liens tissés avec les acteurs de la vie locale, il excluait toute spécialisation réductrice. Le président du Conseil général, Roland Huguet, et le préfet, Cyril Schott, lui ont rendu hommage lors d'une cérémonie officielle qui s'est déroulée le 7 avril 2003 au centre Mahaut-d'Artois, en présence du personnel et de divers partenaires du milieu universitaire, associatif et culturel du département.



Littérature de colportage

Le colportage des livres, qui touchait non seulement une clientèle paysanne, mais aussi bourgeoise de province, fut très vite réglementé. La littérature de colportage représentait en effet un danger à la fois pour les autorités en propageant des textes subversifs, et pour le privilège corporatiste des libraires.

Une loi de 1833 réservait d'ailleurs le colportage de livres aux anciens libraires, imprimeurs et relieurs dans l'impossibilité d'exercer leur métier. La loi de 1833 créa une commission chargée d'écarter tous les livres injurieux pour l'Eglise, contraires aux bonnes mœurs, ou présentant un caractère polémique à l'égard du régime.

En plus des almanachs, les images apparaissent de façon régulière dans les balles des colporteurs, suivies des recueils de chansons dont les textes sont majoritairement favorables à l'Empire, même si parfois leur caractère paillard les amène à contester l'ordre de la société, ne serait-ce que par la dérision. À côté de ce fond classique de la littérature colportée apparaît, à la fin du second Empire, une nouvelle génération d'écrits et d'ouvrages. Ils sont plus élaborés (reliure brochée parfois dorée à l'or fin), plus conséquents (nombre de pages à la hausse), plus encyclopédiques (*Histoires naturelles* de Buffon, dictionnaire grammatical de Bescherelle, *Histoire de la France* d'Anquetil...) mais aussi plus chers, d'où l'apparition de la souscription qui permet de payer un ouvrage en plusieurs mensualités.

Ces ouvrages sont issus de la littérature classique (œuvres de Voltaire, Rousseau...) mais aussi contemporaine (œuvres de Lamartine ou de Cooper dont *Le dernier des Mohicans* connut un vif succès) et garnissent de plus en plus les sacs des colporteurs au point de supplanter les articles classiques dans le milieu des années 1860.

Très présent au début du second Empire, le colportage de librairie connaît un net recul dès 1870. Il ressort de quelques recherches sur le sujet que cette activité a périclité plus en raison de son inadaptation aux évolutions de

la société qu'à cause des contrôles drastiques des autorités impériales. Le développement du réseau ferré a en effet permis de désenclaver les campagnes françaises à cette époque. Profitant ainsi de cet accès facile à des espaces jusqu'alors inaccessibles, les libraires urbains et en particulier parisiens diffusèrent leur surplus chez les ruraux. La concurrence de la librairie au rabais qui connaît un fort développement à partir de 1860 serait le premier facteur de disparition du colportage ; son inadaptation face à des articles nouveaux comme les journaux ou les romans est la seconde explication. Les almanachs et chansonnettes qui composaient le fonds de commerce des colporteurs sont ainsi devenus obsolètes face à la presse quotidienne et aux nouveaux ouvrages encyclopédiques ou romanesques plus adaptés au niveau de lecture des Français.

Le colportage de librairie présente donc cette caractéristique d'atteindre son apogée et d'amorcer son déclin entre 1850 et 1870, même s'il a survécu jusque dans les années 1930 dans quelques zones rurales particulièrement difficiles d'accès. Les entraves administratives ne sont pas la seule cause de sa disparition : une première inadaptation face aux évolutions du niveau d'instruction de ses



Le Petit Journal, supplément illustré, treizième année, janvier 1902 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, E 247/3)

Bibliographie

- L. Fontaine, *Histoire du colportage en Europe, XV-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1993.
- G. Bollème, *La Bibliothèque bleue, la littérature populaire en France du XV^e siècle au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard-Julliard, 1971.
- R. Mandrou, *De la culture populaire aux XVII^e et XVIII^e siècles*, la Bibliothèque bleue de Troyes, Paris, Flammarion, 1964.

Le Petit Journal illustré, 19 janvier 1902 (Arch. dép. du Pas-de-Calais, E 247/3)

acheteurs, puis au rythme de l'information. Sa lenteur de progression liée à son caractère pédestre en faisait un mauvais propagateur de nouvelles comparé à une presse quotidienne véhiculée par les chemins de fer.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de : Monsieur le payeur départemental du Pas-de-Calais et à adresser à :
Archives départementales du Pas-de-Calais - Madame la chargée de communication - 12, place de la Préfecture 62018 ARRAS CEDEX 09